Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2021

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Comme chaque année, le conseil municipal est appelé à débattre des grandes orientations de la commune. Le rapport sur les orientations budgétaires (ROB) constitue la première étape du cycle budgétaire avant l'acte politique majeur que représente le vote du budget primitif.

Cette obligation résulte initialement de la loi du 6 février 1992 d'administration territoriale de la République (articles des 11 et 12), qui a étendu aux commues de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget, prévue initialement pour les départements depuis la loi du 2 mars 1982.

L'article 107 de la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) n° 2015-991 du 7 août 2015, est venu compléter les dispositions relatives à la forme et au contenu de ce rapport en modifiant l'Article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.
Ainsi, en application de l'Article 107 de la loi NOTRE Nouvelle organisation territoriale de la République n° 2015-991 du 7 août 2015 :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport « comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. »

Ce rapport permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice mais également d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le ROB permet également aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

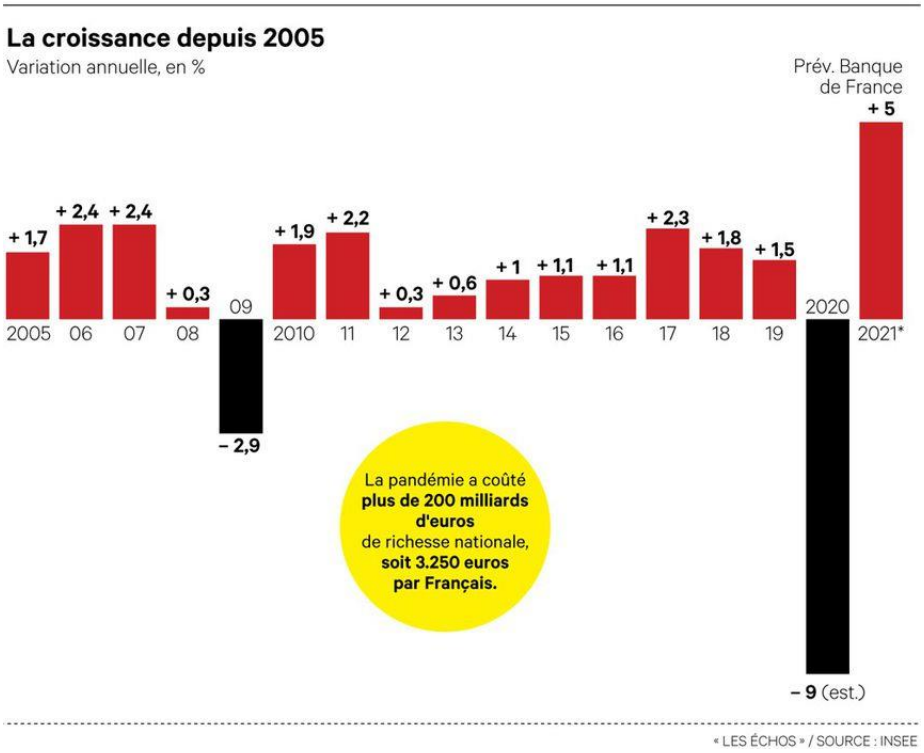
Pour ce faire, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être présenté en Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

1- LE CADRE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2021

1.1 Le contexte macro - économique

L'Insee a annoncé le 29 janvier 2021 la plus forte chute du PIB depuis sa création, en 1946, de l'ordre de 9 % par rapport à 2019.



En France, 2020 a été l'année des superlatifs avec une consommation qui plonge de 7 %, des exportations qui chutent de 18 % et une dette publique qui s'est envolée. Le pouvoir d'achat a plutôt bien résisté grâce aux mesures d'activité partielle notamment et au fonds de solidarité mis en place par le gouvernement. Il n'aurait baissé que de 0,3 % en moyenne pour les Français en 2020, avec toutefois d'importantes disparités entre jeunes et retraités, et entre salariés qui ont perdu leur emploi et ceux qui l'ont gardé…

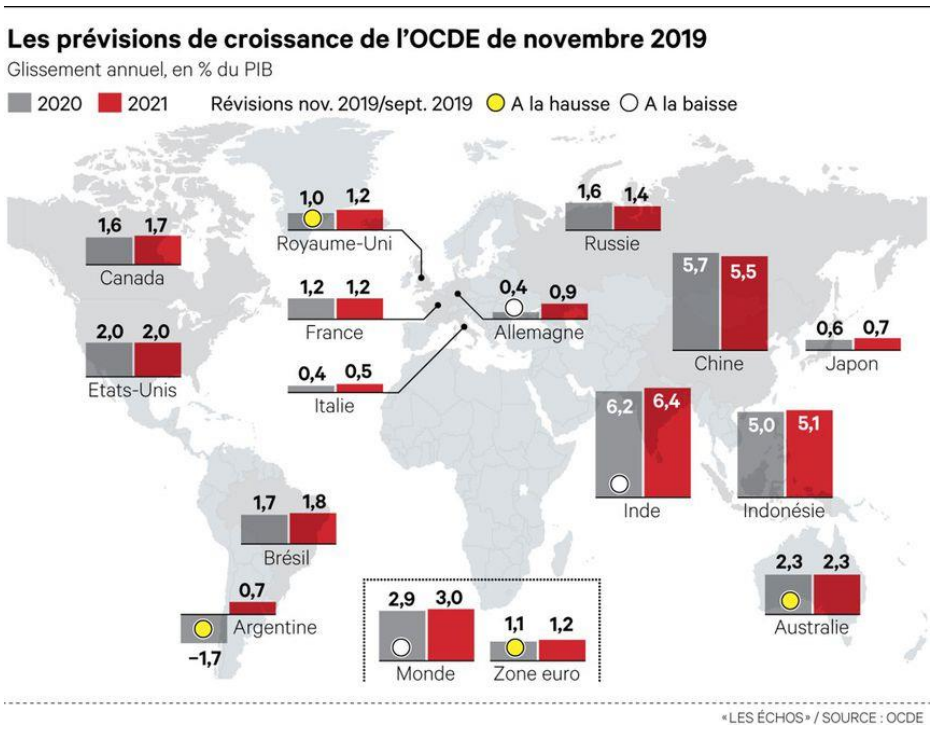
L'investissement des entreprises n'aurait reculé que de 9 % selon les dernières prévisions de l'Insee. Le Covid a d'abord touché les services et finalement, à part lors du premier confinement, a relativement épargné l'industrie.

Le début de 2021 est peu engageant, avec l'épidémie qui reprend dans une partie de l'Europe. *« Les économies de la zone euro devraient encore tourner au premier trimestre de 10 à 15 % en dessous de la normale, contre 20 à 25 % plus bas au deuxième trimestre 2020, quand l'épidémie est apparue. Et l'immunité collective ne sera pas atteinte avant le troisième trimestre, voire le quatrième trimestre de cette année »*, prévient François Cabau, économiste chez Barclays. D'où l'importance de la campagne de vaccination.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Quoi qu'il arrive, *« la reprise de l'activité cette année sera nettement insuffisante pour combler les pertes que les entreprises ont enregistrées en 2020 »*, alerte Laurent Frelat, vice-président de Xerfi Spécific.

Au niveau international, la situation n'est guère plus brillante : l'OCDE a de nouveau revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale, qui devrait s'établir à -4.4% en 2020 avec une prévision de l'ordre de 4 à 5% en 2021. Les tensions commerciales et géopolitiques pèsent à court terme, dans un contexte où les effets du dérèglement climatique et de la numérisation sont autant de défis que les gouvernements se doivent de résoudre pour relancer vraiment l'activité.



La Bretagne, de son côté, sauve les meubles du fait de la prédominance alimentaire dans son économie et ce, malgré une hausse importante du nombre de RSA.

A Dinard, la crise économique se fait sentir principalement dans les entreprises touristiques, et ce, malgré une excellente saison 2020 liée à l'afflux vers le littoral des vacanciers privés de voyages à l'étranger. Les mesures d'aides apportées par le Gouvernement aux entreprises fermées administrativement masquent encore la réalité économique locale. L'impact sur les finances de la ville de la crise sanitaire a déjà été évoqué et estimé à près de 1,4 M€.

1.2 Le projet de Loi de Finance (PLF) pour 2021

Selon une estimation de France Urbaine, qui regroupe les grandes villes, métropoles et grandes agglomérations, la crise du Covid-19 a coûté 2 milliards d'euros à ces collectivités en 2020, du fait des dépenses exceptionnelles et pertes de recettes survenues depuis début mars. Vice-président de l'association, le maire (LR) de Reims Arnaud Robinet juge que les mesures de compensation décidées par l'Etat ne sont pas

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

à la hauteur des conséquences financières de l'épidémie de Covid. Alors que leur capacité d'autofinancement va baisser, certaines collectivités seront dans l'obligation d'augmenter les taxes, selon lui.

Il poursuit « En 2020, la crise sanitaire aura eu pour effet de ponctionner environ un quart de leur épargne brute et 5 % de leurs recettes réelles de fonctionnement, même si les situations sont évidemment disparates d'une commune ou d'une intercommunalité à l'autre. Leur capacité d'autofinancement va baisser pour 2021 et aussi pour 2022, qui risque d'être une année vraiment compliquée pour un certain nombre de collectivités. Ce qui soulève une vraie inquiétude : comment allons-nous participer au plan de relance et assurer les investissements sur les territoires ? Surtout que les mécanismes de compensations proposés par l'Etat pour les dépenses exceptionnelles et les pertes de recettes engendrées par la crise sanitaire ne sont pas du tout suffisants. »

L'année 2021 pourrait être en *« trompe-l'œil »*, selon lui. *« Un certain nombre d'investissements financés sur le budget 2020 n'ont pas pu être réalisés en 2020. Donc, par glissement, on va les réaliser en 2021. Mais 2022 sera l'année la plus difficile : comme nous aurons baissé notre autofinancement en 2021, alors nous n'aurons plus cette capacité de transfert d'une année sur l'autre pour maintenir ce niveau d'investissement »,* met-il en garde. ***Les différentes lois de Finances rectificatives pour 2020 et le projet de budget pour 2021 prévoient pourtant 2,2 milliards d'euros de mesures de soutien pour les collectivités du bloc communal***

Il faut voir les choses en face. A un moment donné, si nous ne sommes pas compensés à l'euro près, certaines collectivités ne pourront pas assurer un service public conséquent et participer pleinement à la relance sans prendre de telles mesures. Aujourd'hui, nous sommes pris entre l'enclume et le marteau, avec un Etat qui recentralise la fiscalité locale à travers la réforme de la taxe d'habitation ou la baisse des impôts de production, et des concitoyens qui nous demandent toujours plus.

Un courrier arrivé ce 08/02/2020 …

A Monsieur Arnaud SALMON, Maire de Dinard

Dans le contexte de déploiement de France Relance, la loi de finances pour 2021 a prolongé le soutien inédit et massif de l'État aux collectivités territoriales déjà engagé par la troisième loi de finances rectificative pour 2020. Ce sont ainsi 10,5 Md€ de financements aux collectivités, auxquels s'ajoutent les autres mesures de France Relance auxquelles les collectivités locales sont éligibles, qui sont mobilisés pour les accompagner dans la préservation des services publics de proximité face à la crise et contribuer à la relance de l'économie.

Ce soutien sans précédent, même au cours des dernières grandes crises qu'a connues notre pays, se traduit notamment par un dispositif qui vous garantit des recettes fiscales en 2020 et en 2021 au moins égales à celles que vous avez perçues en moyenne entre 2017 et 2019. De même, lorsque vous organisez les transports publics sur votre territoire, vous bénéficiez d'une avance remboursable à taux zéro pendant 6 à 10 ans pour compenser vos pertes de recettes, si vous en avez fait la demande.

Vous avez ainsi l'assurance de disposer en 2021 de la visibilité suffisante pour construire votre budget et participer à la relance de l'économie.

L'engagement de l'État à vos côtés se traduit également par un soutien inédit à l'investissement local, qui s'élève à près de 3 Md€ au niveau national, dont plus de la moitié pour le bloc communal. Vous pouvez ainsi bénéficier de financements au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et de la dotation attribuée à des projets de rénovation thermique de vos bâtiments.

Le plan de relance doit également vous permettre de financer des projets dans différents domaines. Il vous aide par exemple à favoriser l'inclusion numérique sur votre territoire, à moderniser vos réseaux d'eau et d'assainissement, ou encore à faire un

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

diagnostic de vos ouvrages d'art. L'ensemble des mesures dont vous pouvez bénéficier ont été recensées dans un guide qui vous est destiné et qui est disponible en ligne sur www.planderelance.gouv.fr.

L'ensemble des actions menées par le Gouvernement ces derniers mois ont ainsi renforcé la capacité des collectivités territoriales à faire face à la crise sanitaire et économique.

Elles ont toutes eu pour objectif de soutenir ceux qui en avaient besoin – nos concitoyens et nos entreprises. Pour les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent, vous jouez un rôle majeur, au plus près d'eux au quotidien. Il était donc essentiel de vous donner des moyens pour assurer vos missions. C'est à la relance de l'économie que nous devons désormais collectivement nous atteler : nous comptons sur vous pour contribuer à la faire vivre sur votre territoire.

Bruno Le Maire

Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

Olivier Dusspot

Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

1.3 Les grands axes politiques

L'axe majeur est de « Réparer Dinard » : sa **voierie**, son **architecture** tout en maîtrisant les nouvelles constructions (via l'élaboration, notamment, d'un nouveau PLU), ses **jardins**, son **bord de mer**, ses **équipements sportifs**, son **économie** et... ses finances.

Cet axe sera assorti d'actions nouvelles qui contribueront à améliorer les atouts de Dinard, et notamment sa qualité de vie et sa réputation culturelle et touristique :

- le développement de la transition écologique, solidaire et citoyenne
- le maintien d'une saison culturelle soutenue, avec la mise en place de nouveaux événements
- un meilleur accueil de ses jeunes grâce au développement du BRS (Bail réel Solidaire)

Sur le versant organisationnel, et dans l'optique de moderniser l'administration, la recherche d'une optimisation des organisations de la collectivité et la mise en place de la digitalisation feront partie intégrante de la feuille de route de l'année 2021.

Enfin, la recherche de mutualisation avec la CCCE doit également être un objectif à tenir, afin d'améliorer les capacités à se renouveler et investir (par exemple : gestion informatique, construction de la piscine…), en s'adossant à cette structure qui dispose d'une solidité financière démontrée.

Avec plus de bienveillance sociétale.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

1) Actions culturelles, sociales et écologiques

➢ Développement de la transition écologique, solidaire et citoyenne

- Création d'un comité de pilotage avec les agents pour rendre plus responsable le fonctionnement municipal (gestion de l'eau, de l'énergie, des emballages, du numérique) ;
- Construction d'un projet sur le Cimetière : réaménagement conciliant bien-être et environnement
- Mise en place du Conseil Municipal des Jeunes ;
- Poursuite du dispositif aire marine éducative dans les écoles ;
- Installation du Comité consultatif Transitions ;
- Mise en œuvre du projet sur le parc de St Alexandre commençant par le réaménagement du parc ;
- Lancement de jardins familiaux sur une première parcelle.

➢ Culture vivante et patrimoine

Les manifestations de l'année 2021 tiennent compte d'une année incertaine sur le plan sanitaire. 3 axes sont néanmoins retenus :

- la cohérence de la politique culturelle : il est notamment proposé de raisonner en saison culturelle (année scolaire) à partir de septembre 2021. L'axe identitaire de la ville devra également être renforcé, en privilégiant les événements franco-britanniques. Enfin, l'année thématique sera à construire (ex : la lumière)

- la diversification de l'offre culturelle : une politique culturelle en direction de tous les publics, toute l'année, diversifiée, basée sur l'excellence et l'ouverture ; Une politique culturelle ouverte aux jeunes et aux formes de culture émergeantes (Nouveaux Jeudis de Roches Brunes, Conférences Rencontres du futur, nouvelles technologies du divertissement) ; L'art dans la ville accessible à tous : chemin des arts, expositions extérieures…

- l'affirmation de la Ligne britannique : le choix d'une option numérique pour le DFF (obligatoirement en forme mixe à partir de l'an prochain) ; création en août du nouveau festival des musiques britanniques « Opening ».

➢ Promotion du sport

La création d'une course de 10 kilomètres « Dinard Off Course » permettra d'allier sport et culture par trois courses familiales (3, 6 et 9 km) course à travers le patrimoine communal.

La labellisation « Terres de Jeux 2024 » sera préparée, dans le but de promouvoir les actions sportives de la ville avec le recrutement d'un service civique.

Nous développerons le concept de « Dinard Ville sportive ».

Nous engagerons une réflexion sur le devenir de la piscine en lien avec la CCCE.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

- Actions sociales

- Mise en accessibilité des plages et divers lieux publics

- Mise en place d'une mutuelle municipale

2) Attractivité et rayonnement de la ville

- Action de valorisation transversale du projet politique
- Recherche de l'amplification de la médiatisation des nouveaux évènements culturels et sportifs
- Inauguration des nouveaux lieux :
  - Théâtre Debussy
  - Capitainerie
  - Maison de port Breton
- Prospection et coordination de nouveaux partenariats
- Campagne d'image de marques hors saison
- Soutien publicitaire aux animations commerciales
- Amplification des animations de Noël
- Valorisation des sportifs de haut niveau pour qu'ils deviennent nos ambassadeurs

3) Optimisation des organisations : recherche d'efficience et modernisation

Au-delà de la démarche d'audit actuellement menée (poursuite sur l'année 2021), qui doit pouvoir permettre de dégager des actions de réorganisation des services, plusieurs axes de travail sont ciblés :

- la généralisation de la digitalisation pour optimiser, notamment, les circuits financiers ; cette dématérialisation ne pouvant se faire qu'avec l'amélioration du système informatique (plan de rénovation de l'équipement informatique) et une révision toute particulière du système actuel de régies ;

- la mise en place d'outils de gestion nécessaires au pilotage : un plan pluriannuel d'investissements (PPI), un contrôle de gestion (analyse de coûts, prévisions de masse salariale), un contrôle interne…

- la création d'un poste de référent commerce et la réflexion sur le plan sur le stationnement payant.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

2 – L'ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE SERVANT A DEFINIR LES ORIENTATIONS 2021
- Budget principal –

	2017	2018	2019	BP 2020	BP +DM1 + DM2 2020	Pré CA 2020
Recettes réelles de fonctionnement	**28 730 344**	**45 083 376**	**29 380 845**	**29 403 800**	**27 161 754**	**27 056 930**
Recettes réelles de fonctionnement (hors recettes immobilères exceptionelles)	**28 522 734**	**28 606 596**	**28 373 277**	**29 403 800**	**27 161 754**	**27 056 930**
73 fiscalité	21 784 886	20 740 446	21 199 113	21 480 000	20 558 813	20 798 093
- fiscalité directe	*12 169 320*	*12 720 000*	*12 768 382*	*12 981 500*	*12 981 500*	*12 916 861*
- fiscalité transférée	*5 408 588*	*4 966 229*	*5 005 219*	*4 963 600*	*4 963 600*	*4 828 656*
- fiscalité indirecte	*4 206 978*	*3 387 600*	*3 425 512*	*3 534 900*	*2 613 713*	*3 052 576*
74 dotations et participations	3 934 172	3 801 310	3 653 682	3 629 000	3 512 971	3 620 039
dont DGF	*2 839 762*	*2 847 968*	*2 840 442*	*2 840 900*	*2 780 141*	*2 780 141*
70produits des services, du domaine et ventes diverses	1 761 446	2 571 107	2 605 715	2 864 800	1 978 770	1 578 401
75+76+77 autres recettes	1 249 840	17 970 513	1 922 335	1 196 000	907 200	1 060 397
dont produits des cessions d'immobilisations	*207 610*	*16 476 780*	*1 007 568*	*0*		*0*
Dépenses réelles de fonctionnement	**25 100 633**	**24 929 195**	**25 028 727**	**25 571 600**	**25 046 742**	**23 437 111**
011 charges à caractère général	4 929 210	4 816 407	5 500 528	5 642 000	5 255 988	4 588 225
012 charges de personnel	15 113 724	14 410 189	14 542 850	14 750 400	14 370 400	13 991 524
014 atténuations de produits	2 463 739	2 524 149	2 571 457	2 537 500	2 650 973	2 650 962
65 charges de gestion courante	1 894 714	1 677 955	1 762 207	2 044 700	2 172 381	1 722 708
66 charges financières	661 404	621 659	610 000	570 000	570 000	473 543
67 autres charges	37 842	878 835	41 685	27 000	27 000	10 149
Recettes réelles d'investissement (hors OCLT)	**2 424 220**	**1 195 022**	**5 686 052**	**3 649 600**	**3 649 600**	**4 054 586**
FCTVA	421 150	533 605	548 691	583 100	583 100	830 106
taxes d'urbanisme	135 478	135 442	286 279	286 000	286 000	568 600
subventions d'équipement	367 592	418 234	1 176 405	1 280 500	1 280 500	2 655 880
autres recettes d'investissement	0	0	932 983			
emprunts (hors OCLT)	1 500 000	107 741	0	1 500 000	1 500 000	0
OCLT						0
Excédent de fonct capitalisé (1068)			2 741 694			
Dépenses réelles d'investissement (hors OCLT)	**4 820 315**	**15 955 026**	**7 262 163**	**12 037 417**	**12 037 417**	**8 496 677**
Immobilisations incorporelles	141 467	99 622	173 427	647 010	647 010	146 841
Immobilisations corporelles	1 262 386	2 121 948	2 140 707	7 847 907	7 847 907	4 787 841
Immobilisations en cours	1 902 985	892 330	145 739	420 000	420 000	97 564
Total opération d'équipement		378 214	3 022 756	1 367 500	1 367 500	1 738 293
autres dépenses d'investissement	22 774	10 822 179	166 311	60 000	60 000	37 638
capital de la dette (hors OCLT)	1 307 002	1 438 690	1 421 623	1 499 000	1 499 000	1 492 500
OCLT	183 700	202 044	191 600	196 000	196 000	196 000
Epargne de gestion (EB +intérêts réglés à l'échéance)	4 099 816	4 299 060	3 954 550	4 402 200	2 685 012	4 093 362
Epargne brute	3 422 100	3 677 402	3 344 550	3 832 200	2 115 012	3 619 819
Epargne nette	1 931 398	2 036 668	**1 731 327**	**2 137 200**	**420 012**	**1 931 319**

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3 - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2021

3.1 Le budget principal de la commune

Les orientations 2021 sont notamment guidées par l'intégration de la crise sanitaire, en construisant un budget raisonnable mais totalement incertain face à d'éventuelles nouvelles mesures restrictives.

Par conséquent, les lignes directrices sont :

- Une maîtrise absolue de la masse salariale et une meilleure prévision de son évolution avec une réflexion aboutie sur chacun des départs à venir de la collectivité ;
- Un ajustement objectif des charges à caractère général, dans un contexte sanitaire encore incertain ;
- Un meilleur respect de la commande publique ;
- Le lancement des programmes d'investissements dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissements à réaliser ;
- Une limitation, voire un recours limité à l'emprunt, pour préserver les indicateurs d'endettement ;
- La recherche de mutualisation avec la CCCE, qui a des capacités d'investissement, pour soutenir les nôtres ;
- Le maintien des taux de fiscalité.

3.2 Les incertitudes face à la crise COVID

La crise sanitaire impose une grande réactivité dans la prise de décisions :

- La construction d'un budget totalement incertain en tenant compte de ce qui s'est passé en 2020, et donc une probabilité forte de la présentation de décisions modificatives en fonction de l'évolution sanitaire ;

- Aucune programmation d'évènement culturel nouveau avant l'été 2021 (suppression du carnaval, des jeudis de Roches brunes, des concerts de printemps, du théâtre, des bains de culture).

- L'ambition de pouvoir maintenir les évènements « Nature en fête » et « le concours Dinard Elégance », qui conditionnera le véritable démarrage de la saison en juin, et qui se poursuivra avec le « Beach polo » et les festivals de musique et de cinéma ;

- L'assurance de la protection de la population en réactivant les cellules COVID si besoin qui sont prêtes à être mobilisées (agents mis sur des services de besoins à la population ou aux entreprises). Nos services sont tournés plus que jamais vers cette aide nécessaire à nos concitoyens.

- La priorité sera également de protéger nos agents avec une nouvelle fois l'incitation au télétravail, l'achat sur une année complète des produits de protection (gels, masques, produits de désinfection ….) sans oublier le matériel informatique.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

De façon générale, afin de garantir la sincérité budgétaire, il convient d'intégrer les prévisions les plus pessimistes et donc un ou des re confinements qui ont des impacts majeurs sur nos finances. Le budget intégrera par ailleurs des pertes financières importantes sur les recettes suivantes :

- Les recettes des services du fait des fermetures ou de la baisse des jauges
- Les loyers qui ne pourront être perçus
- Les recettes de stationnement, du marché
- Les recettes liées au produit des jeux du casino

3.3 La traduction sur les recettes réelles de fonctionnement

- Globalement, nous tiendrons compte du réalisé de l'année 2020, et de l'impact possible des éventuels confinements et des décisions gouvernementales face à l'actuelle pandémie. Nous ne disposons, à ce jour, d'aucune estimation de la participation de l'Etat à nos dépenses Covid. Le budget 2021 sera, au niveau des recettes, proche du réalisé 2020.

- Les estimations des recettes en 2021 se baseront sur :

  - des demi-jauges dès cet été
  - des recettes de restauration avec la fin de ventes des repas au collège Ste Marie depuis son transfert à la Richardais.
  - des recettes de stationnement, d'occupation du domaine public et du marché corrigées sur la base du réalisé 2020
  - des produits des jeux du casino beaucoup plus faibles en raison de l'arrêt de toute activité commerciale.
  - des droits de mutation plus favorables
  - des recettes locatives également impactées par la crise sanitaire
  - des prestations de service de la CAF pour le centre social qui baisseront du fait du non-renouvellement du label par la CAF.

- Pour la fiscalité directe locale :

  - Nous estimons que la réforme de la taxe d'habitation n'impacte pas nos finances en 2021, puisque l'Etat compensera intégralement en 2021 la perte de recettes directes. Pour la taxe d'habitation, la loi de finances annonce que face à la réforme en cours, les finances des collectivités locales ne seront pas impactées.
  - Par contre, nous ne pouvons plus compter sur l'évolution physique et nominale des bases de TH qui entrainaient une revalorisation globale annuelle de 3 % en moyenne. C'est une vraie perte future de fiscalité pour Dinard.
  - Devant la crise économique actuelle et future, nous nous engageons à ne pas augmenter les taux sur le foncier bâti et non bâti. Mais, nous entamerons une réflexion sur les taxes locales des résidences secondaires.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3.4 La traduction sur les dépenses réelles de fonctionnement

Globalement les dépenses de la section de fonctionnement seront un mi-chemin entre les réalisés 2019 et 2020.

Chapitre 011 : les charges à caractère général

- L'externalisation des tontes pour partie
- Une politique culturelle ambitieuse et un maintien de l'activité et de la programmation dès Juin 2020
- Un nouveau Festival Opening Dinard (75 000 €)
- Des feux d'artifice impossibles cette année
- Une politique développée en termes de communication (+ 40 000 €)
- Des achats non compressibles en masque et gel au COVID (68 000 €)
- Une politique liée à la transition écologique (70 000 €)
- Un accompagnement organisationnel en matière RH
- Une réflexion et mise en œuvre sur la digitalisation, la dématérialisation et le fonctionnement du service informatique
- Une plaque en mémoire de Ludovic Martin (5 000 €)

Chapitre 012 : les charges de personnel :

L'étude sur le poste 012 est en cours d'achèvement. Nous connaitrons une baisse sensible de la masse salariale en 2021 qui devrait se situer aux alentours de 14 200 000 €

Nous tiendrons compte des éléments suivants :

- Etude en cours des postes non remplacés du fait des départ en retraite avec une analyse au cas par cas de ces derniers
- 2 créations de poste : commerce + transition

- Externalisation d'une partie des tontes
- Mise en place du temps de travail légal obligatoire de 1607 au lieu de 1577 h début Juillet 2021
- Réflexion sur la mise en place officielle du télétravail
- Réflexion sur l'annualisation du temps de travail du fait des activités liées à la vie balnéaire de notre ville.
- Maîtrise des heures supplémentaires
- Dématérialisation

Chapitre 65 : les autres charges de gestion courante :

- Un soutien au monde associatif en difficulté
- Un soutien au CCAS important
- Une aide pour la fin des travaux de la résidence Dupuy
- Une baisse de la subvention d'équilibre au Dinard Festival du Film Britannique qui intégrera une partie de vente en ligne de billetterie numérique avec en outre la recherche de partenariat privé. Le but est bien de diminuer le reste à charge de la ville

Chapitre 66 : les charges financières :

- En 2021, il n'y aura pas de nouvel emprunt budgétaire

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

- Nous pourrions, par contre, envisager un recours à l'emprunt de 2 000 000 € pour couvrir l'acquisition de l'achat des tennis de la malouine à l'Etat. La ville de Dinard constituerait de la sorte une réserve foncière cessible dans 10 ans. Les modalités de ce montage financier restent à définir

Chapitre 67 : les charges exceptionnelles

- Pas de variation par rapport à 2020

Chapitre 042 : les opérations d'ordre de transfert entre section

- Il s'agit des dotations aux amortissements

Chapitre 023 : le virement et l'autofinancement

- il doit couvrir à minima le remboursement du capital de la dette qui est de 1 680 000 € en 2021

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3.5 La structure des dépenses de personnel

Eléments de rémunérations du 1er Janvier au 31 Décembre 2020

Effectifs titulaires

Catégorie	Filière	Cadre d'emplois	Nombre heures	Traitement base	NBI	Heures sup et compl.	SFT	Primes et indemnités	Avantages en nature	Brut
A	Administrative	Attachés	14 313	284 422	9 292	0	5 747	111 219	11 779	423 783
	Culturelle	Attachés de conservation (patrimoine)	1 820	26 767	1 123	0	1 027	9 179	0	40 095
		Bibliothécaires	1 820	38 692	561	0	0	9 175	0	48 427
	Technique	Ingénieurs	5 460	103 606	2 528	0	1 250	60 609	0	168 497
B	Administrative	Rédacteurs	37 072	529 534	1 968	8 424	6 501	142 867	0	692 625
	Animation	Animateurs	5 483	75 823	4 358	733	0	19 616	0	101 034
	Culturelle	Assistants de conservation	5 472	78 506	1 682	349	0	17 641	0	98 931
	Police municipal	Chefs de service de police municipale	4 215	49 958	843	18 281	0	28 431	0	97 549
	Sportive	Educateurs des A.P.S	9 100	137 376	1 687	0	7 010	38 587	0	185 710
	Technique	Techniciens	20 085	296 228	6 136	1 387	2 033	97 189	294	404 038
C	Administrative	Adjoints administratifs	86 937	991 551	10 561	19 259	10 066	237 261	255	1 282 278
	Animation	Adjoints d'animation	7 363	78 619	0	1 764	742	21 546	0	103 934
	Médico sociale	Auxiliaires de puériculture	1 668	23 723	0	0	0	2 285	0	26 260
	Patrimoine	Adjoints du patrimoine	3 474	40 303	1 088	0	313	7 730	0	49 938
	Police municipal	Brigadiers-chefs principaux	20 518	250 655	656	17 770	7 657	98 615	0	375 951
		Gardiens-brigadiers	11 256	116 988	0	7 326	885	44 309	0	172 257
	Sociale	Agents spécialisé des école	5 233	72 801	0	0	0	14 265	0	87 511
	Technique	Adjoint techniques	228 602	2 586 603	3 642	32 642	35 876	587 848	9 693	3 269 865
		Agents de maîtrise	75 550	987 775	9 417	12 550	11 410	224 569	656	1 255 148
		TOTAL		6 769 930	55 542	120 485	90 517	1 772 941	22 677	8 883 831

Effectifs non-titulaires

Catégorie	Filière	Cadre d'emplois	Nombre d'heures	Traitement base	NBI	Heures sup	SFT	Primes et indemnités	Avantages en nature	Brut
A	Administrative	Attachés	3 190	60 797			2	11 324		72 375
		Rédacteurs	617	8 079				640		8 823
B	Sportive	Educateurs des A.P.S	8 368	85 535		4 726	74	7 213		97 712
C	Animation	Adjoints d'animation	5 897	59 609		572		8 747		68 283
	Administrative	Adjoints administratifs	1 860	19 301				1 237		20 622
	Patrimoine	Adjoints du patrimoine	1 163	11 748			566	54		12 368
	Technique	Adjoints techniques	57 887	584 649		1 459	2 489	89 831	3 420	681 954
		Techniciens	715	11 000		146		838		11 983
	Divers	Agents Recenseurs	546	5 516				580		6 096
		Service civique								
		Conférenciers	18	450				1 612		2 062
		Guides	160	4 088				1 331		5 419
		Etudiants Stagiaire								
		Collaborateurs occasionnels								
		Intervenants horaires	1 661	38 506				6 727		45 464
		Apprenti	1 478	17 774						17 921
		Autres					1 920			4 762
		Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	5 074	50 159		3 101		4 359		57 471
		TOTAL		957 211	0	10 004	5 051	134 493	3 420	1 113 315
		TOTAL GENERAL		**7 727 141**	**55 542**	**130 489**	**95 568**	**1 907 434**	**26 097**	**9 997 146**

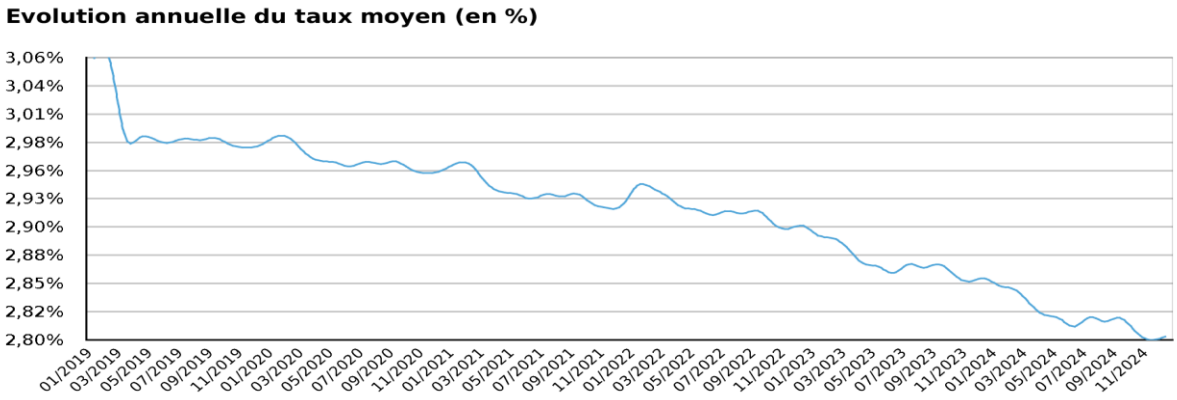
Les équivalents temps plein au 31 Janvier 2021 sont de 330.34 agents pour l'ensemble des budgets (sauf le CCAS), et 325 agents pour le seul budget Ville.

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3.6 L'endettement de la commune

Synthèse de la dette consolidée au 31/12/2020, ville et budgets annexes

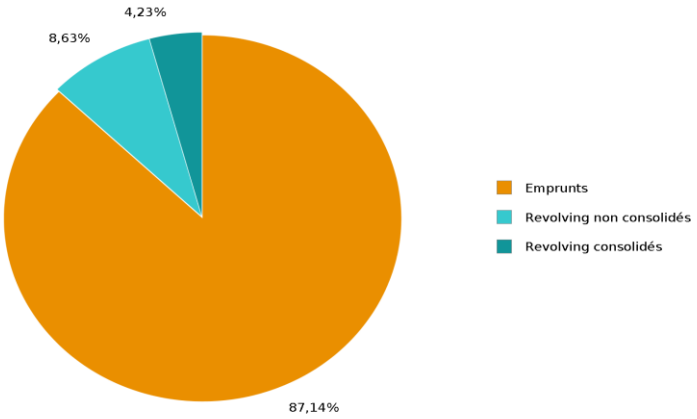
Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
23 640 202.25 €	2,98 %	11 ans et 5 mois	6 ans et 4 mois	25



Dette par nature

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Emprunts	23	20 598 902.25 €	3,38 %
Revolving non consolidés	2	2 041 300.00 €	0,00 %
Revolving consolidés		1 000 000.00 €	0,92 %
Dette	**25**	**23 640 202.25 €**	**2,98 %**

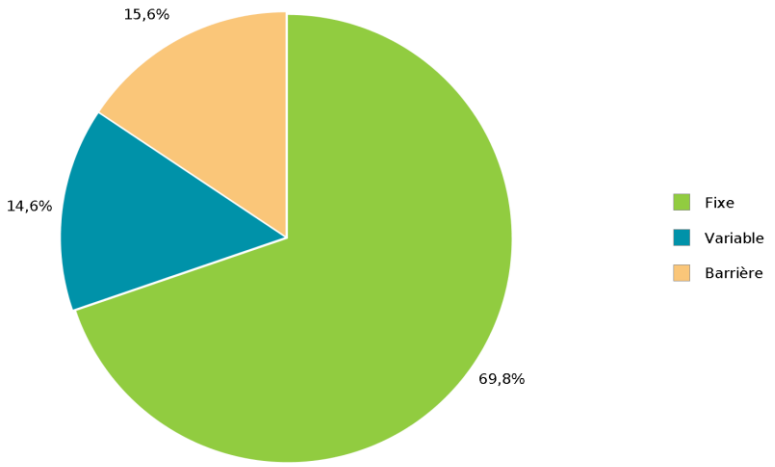
Revolving disponibles	49 000.00 €
Dette + disponible	**23 689 202.25 €**



Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Dette par type de risque (avec dérivés)

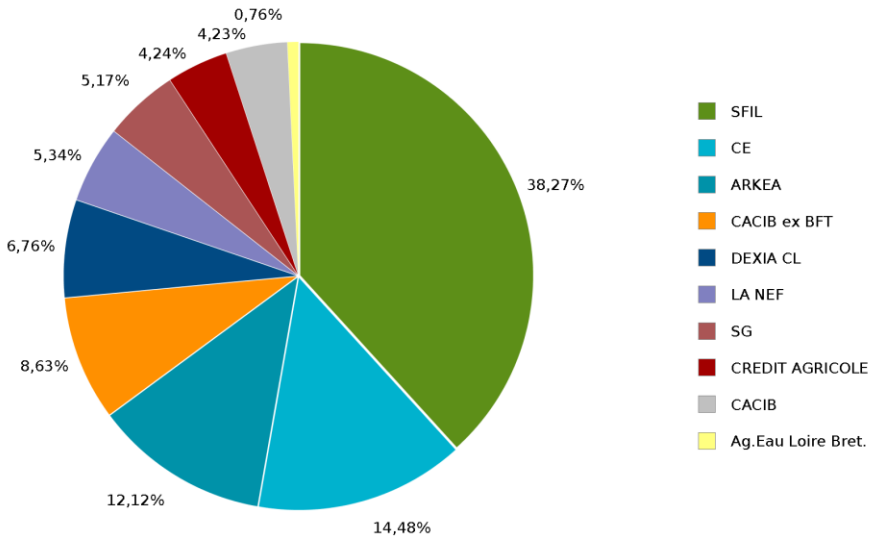
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	16 490 557.90 €	69,76 %	3,07 %
Variable	3 452 242.86 €	14,60 %	0,38 %
Barrière	3 697 401.49 €	15,64 %	5,02 %
Ensemble des risques	**23 640 202.25 €**	**100,00 %**	**2,98 %**



Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	9 047 307.79 €	38,27 %	
CAISSE D'EPARGNE	3 423 644.36 €	14,48 %	
ARKEA	2 865 058.88 €	12,12 %	
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	2 041 300.00 €	8,63 %	49 000.00 €
DEXIA CL	1 599 182.34 €	6,76 %	
Societe Financiere de la NEF	1 262 450.46 €	5,34 %	
SOCIETE GENERALE	1 221 249.63 €	5,17 %	
CREDIT AGRICOLE	1 001 342.17 €	4,24 %	
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	1 000 000.00 €	4,23 %	0.00 €
Agence de l'Eau Loire Bretagne	178 666.62 €	0,76 %	
Ensemble des prêteurs	**23 640 202.25 €**	**100,00 %**	**49 000.00 €**

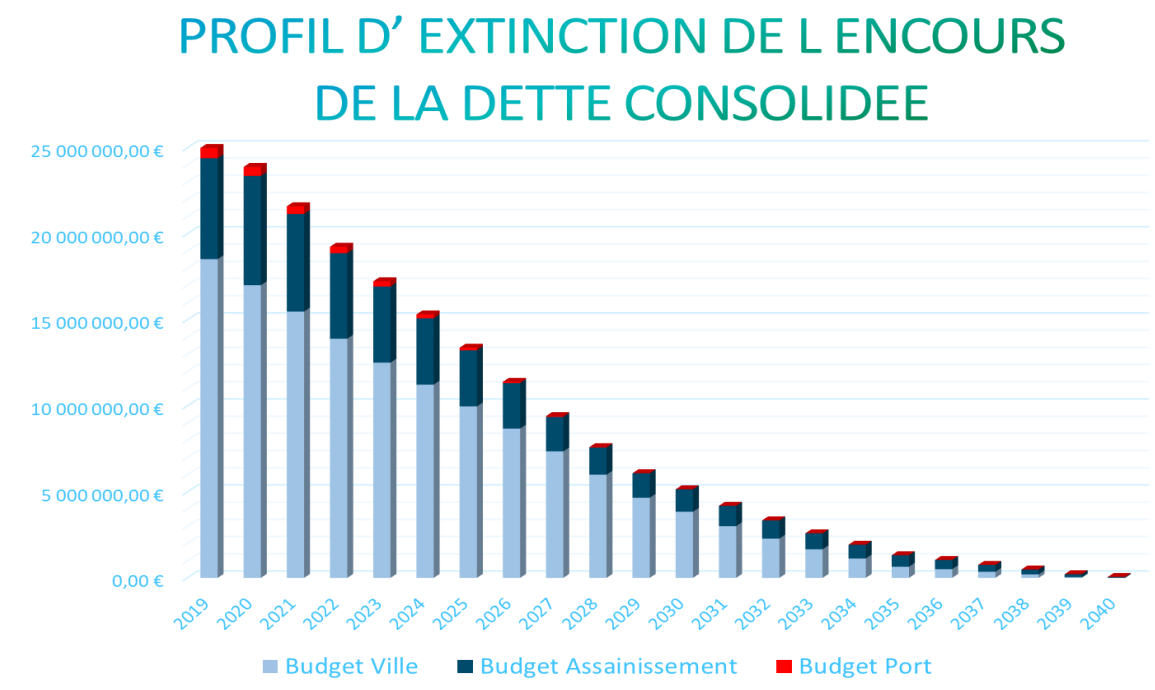
Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

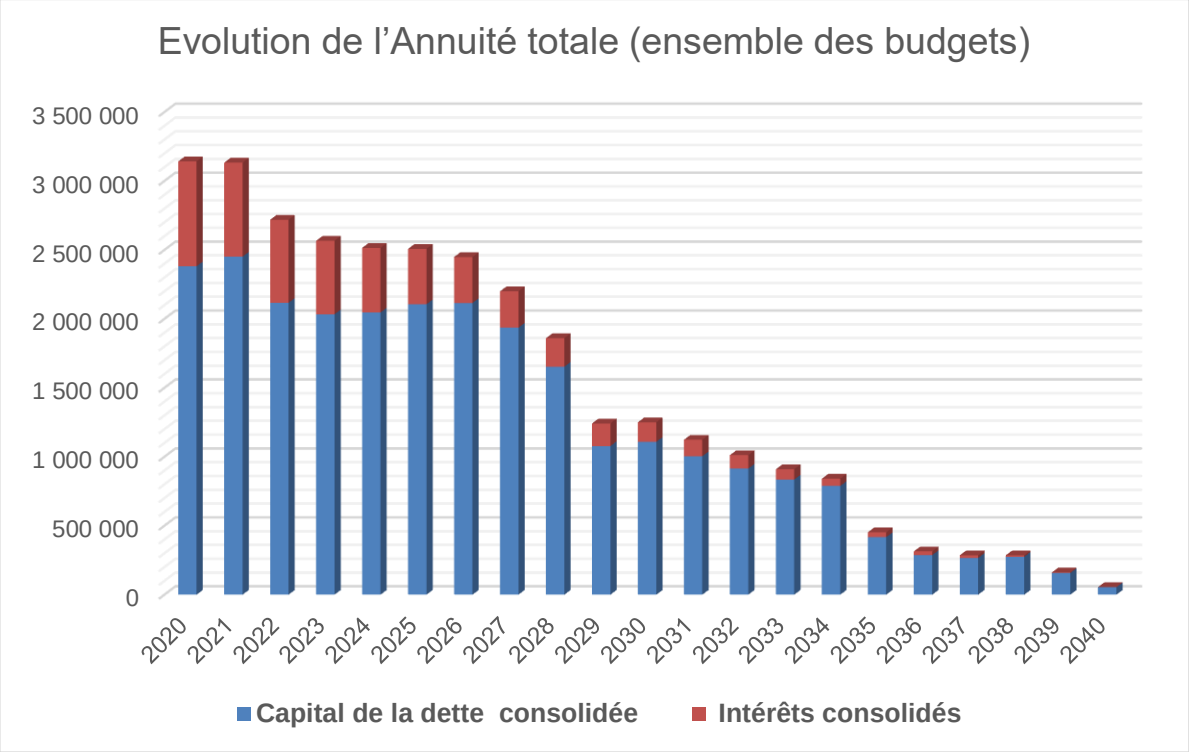


Dette par année

	2020	2021	2022	2023	2024
Encours moyen	24 845 657 €	22 418 510 €	20 128 540 €	18 029 083 €	16 000 905 €
Capital payé sur la période	2 381 806 €	2 450 979 €	2 116 505 €	2 033 361 €	2 046 244 €
Intérêts payés sur la période	760 184 €	* 681 938 €	* 602 374 €	* 533 278 €	* 468 596 €
Taux moyen sur la période	2,93 %	2,89 %	2,88 %	2,83 %	2,78 %

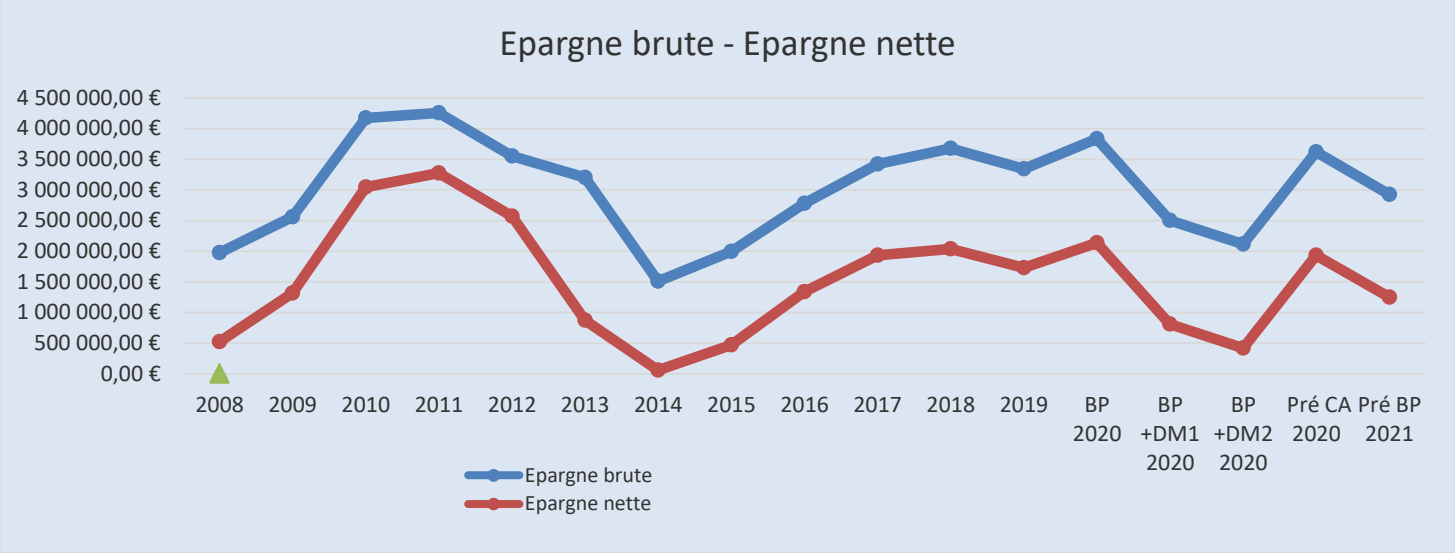
Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE





Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3.6) L'épargne nette ou l'autofinancement prévisionnelle dans le cadre des orientations budgétaires



3.7 Pour les grands agrégats 2021, en section d'investissement, nous nous orientons vers :

- Une épargne nette située aux alentours de 1 000 000 €
- Un niveau d'investissement qui pourrait être de l'ordre de 4 500 000 € à 6 000 000 € en tenant compte en recettes des financements externes.
- Et en complément, l'achat des Terrains de Tennis de la Malouine à l'Etat, ainsi que ceux de l'opération Engie, et les frais d'actes correspondants, pour 2 998 000 €

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

3.8 Projets structurants et investissements

Une enveloppe globale d'environ 5 M€ est envisagée pour l'exercice 2021. Les principales composantes seraient :

a) Investissements contraints : 3.4 M€

- Etudes préalables (transfert des serres, falaise sente littorale Malouine, falaise J. Boutin, digue de l'écluse) : 325 K€

- Travaux : 3 100 K€ dont :

- Assainissement et effacement des réseaux (Bd de la Mer), sécurité des voieries : 1 300 K€
- Entrée digue de l'écluse : 600 K€
- Opération place Crolard / Rochaid (voierie) : 200 K€
- Sente littorale : 200 K€
- Aménagement provisoire autour de la Résidence Services Seniors : 100 K€
- Toiture église Notre Dame : 95 K€
- Sécurisation du mur « Hurlevent » : 90 K€

b) **Investissements non contraints engagés : 900 K€** (assainissement Bassin versant de la Gare, dévoiement réseau impasse Puit Brillant, Salle Debussy)

c) **Autres investissements : 1 800 K€**, dont 300 K€ ou les achats courants (équipements, informatiques) et le solde pour les investissements tels que le parc des Tourelles, le portail des jardins familiaux, de nouvelles illuminations… et les investissements déjà prévus, comme le terrain Engie et révision du PLU.

✓ Opportunité d'acquisition de terrains

La commune va se positionner sur une opération d'acquisition d'opportunité de terrains mis en vente par l'état (anciens terrains de tennis « Michelet »). L'opération porte sur un lot de parcelles d'un total de 5 600 m², mis en vente au prix de 2 M€.

Cette acquisition sera financée par mobilisation d'un emprunt spécifique pour le même montant.

A ces projets portés par la ville s'ajoutent :

➢ Les projets intercommunaux :
- Piscine à inclure dans le projet de territoire, avec une sortie de terre à l'horizon 3-4 ans
- Un transfert de compétence sur les transports

➢ Les projets communaux portés ou co-portés par le privé :
- Centre d'affaires, coworking – terrain Engie/Veil : financements privés
- Bail Réel Solidaire

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

4 – LA PROSPECTIVE FINANCIERE POUR 2021 - 2030

➢ La prospective financière du budget principal

Nous proposons deux grandes hypothèses de prospective financière :

Scénario 1 : Hypothèse pessimiste
Scénario 2 : Hypothèse plus optimiste

Hypothèses communes aux deux scénarii à partir de 2022 (post crise COVID) servant à construire la prospective financière :

Sont retenus les éléments suivants :

Pour les recettes réelles de fonctionnement :

- Chapitre 74 : Gel de la Dotation globale de Fonctionnement

- Chapitre 73 : Fiscalité foncière : gel de la pression fiscale mais hausse (physique et nominale) des bases de 1 % par an

- Chapitre 70 : Hausse des recettes des services de 1.2 % par an, retour à des recettes « normales » post-Covid en 2022

- Chapitres 75, 76, 77 (autres recettes) de 2.5 % par an

- Sont en revanche exclues les cessions d'actif comptabilisées en recettes réelles de fonctionnement et la reprise des excédents de fonctionnement reportés (R002) et d'investissement (R001)

Pour les dépenses réelles de fonctionnement :

- Chapitre 011 : retour à un niveau de dépenses « normales » post-Covid en 2022
- Chapitre 65 : hausse de 1 % par an
- Autres recettes de fonctionnement : hausse annuelle de 2% par an

Pour les recettes d'investissement

- Chapitre 13 : le taux de subventions moyennes sur les programmes d'investissement est de 20 %
- Les nouveaux emprunts génèrent des annuités sur la base d'un taux à 1 % et pour une durée de 15 ans
- L'emprunt de 2 000 K€ en 2021 génèrent des annuités sur la base d'un taux à 1 % et pour une durée de 10 ans
- Non prises en compte des recettes de cessions immobilières futures
- Non prise en compte du solde des recettes Eiffage à partir de 2022
- Pour les dépenses d'investissement : l'investissement est de 18 500 K€ sur la période

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Scénario 1 : Hypothèse pessimiste

- Chapitre 011 : base de départ en 2021 : 5 300 K€ en 2021 puis 5 500 K€ en 2021 qui évoluent de 1.2 % par an
- Chapitre 012 : les frais de personnel sont de 14 200 K€ en 2021 avec une hausse de 1.5 % par an (hausse moyenne des collectivités locales)
- Hausse des frais financiers du fait du recours à l'emprunt
- Les atténuations de produits augmentent de 2 % par an.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 020	2 021	2 022	2 023	
. DGF	3 620	3 479	3 479	3 479	0,00%
. recettes fiscales	20 798	20 819	21 414	21 469	0,00%
dont autres recettes fiscales	*379*	*180*	*180*	*216*	*0,50%*
dont Attribution compensation	*4 828*	*4 828*	*4 828*	*4 828*	
dont Dotation de solidarité communautaire	*129*	*100*	*50*	*0*	
dont Prélèvement produits des jeux	*918*	*900*	*1 477*	*1 477*	
dont Droits de mutation	*1 627*	*1 830*	*1 830*	*1 830*	
dont Contributions des 3 taxes	*12 917*	12 981	13 049	13 118	
. recettes domaniales & exploitation	1 578	2 029	2 600	2 631	1,20%
. atténuations de charge					
. autres recettes de fonctionnement (75+76+77)	1 060	859	880	902	2,50%
. dont produit des cessions d'immobilisation	0	0	0	0	
TOTAL RECETTES FONCTT (b)	**27 056**	**27 186**	**28 373**	**28 482**	
Excédent de fonctionnement reporté (R002)	**3 455**	**0**	**0**	**0**	
TOTAL RECETTES FONCT (b) avec Excédent reporté	**30 511**	**27 186**	**28 373**	**28 482**	

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 020	2 021	2 022	2 023	
. charges à caractère général	4 588	5 300	5 500	5 566	1,20%
. frais de personnel	13 991	14 200	14 413	14 629	1,50%
. charges de gestion courantes	1 723	1 981	2 001	2 021	1,00%
dont subventions	*760*	*760*	*771*	*783*	*1,50%*
. Intérêts versés emprunts antérieurs à 2020	474	500	429	384	
. intérêts versés nouveaux emprunts		0	20	34	
. autres dépenses de fonctionnement (TFSE)	10	28	29	29	2,00%
. Atténuation de produits	2 651	2 500	2 550	2 601	2,00%
TOTAL DEPENSES REELLES FONCTT (c)	**23 437**	**24 509**	**24 941**	**25 264**	

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Epargne brute	**3 619**	**2 677**	**3 432**	**3 218**
Capital avant 2020	**1 688**	1 680	1 497	1 390
Capital Nouveau		0	191	292
Remb capital total	**1 688**	**1 680**	**1 688**	**1 682**
Epargne nette sans R002	**1 931**	**997**	**1 744**	**1 536**
Epargne nette avec R002	**5 386**	**997**	**1 744**	**1 536**

Capital avant 2020	1 688	1 680	1 497	1 390
Capital Nouveau		0	191	292
Remb capital total	**1 688**	**1 680**	**1 688**	**1 682**

Annuités avant 2020	2 162	2 180	1 926	1 774
Annuités après 2020	0	0	211	326
Annuités TOTALES	**2 162**	**2 180**	**2 137**	**2 100**

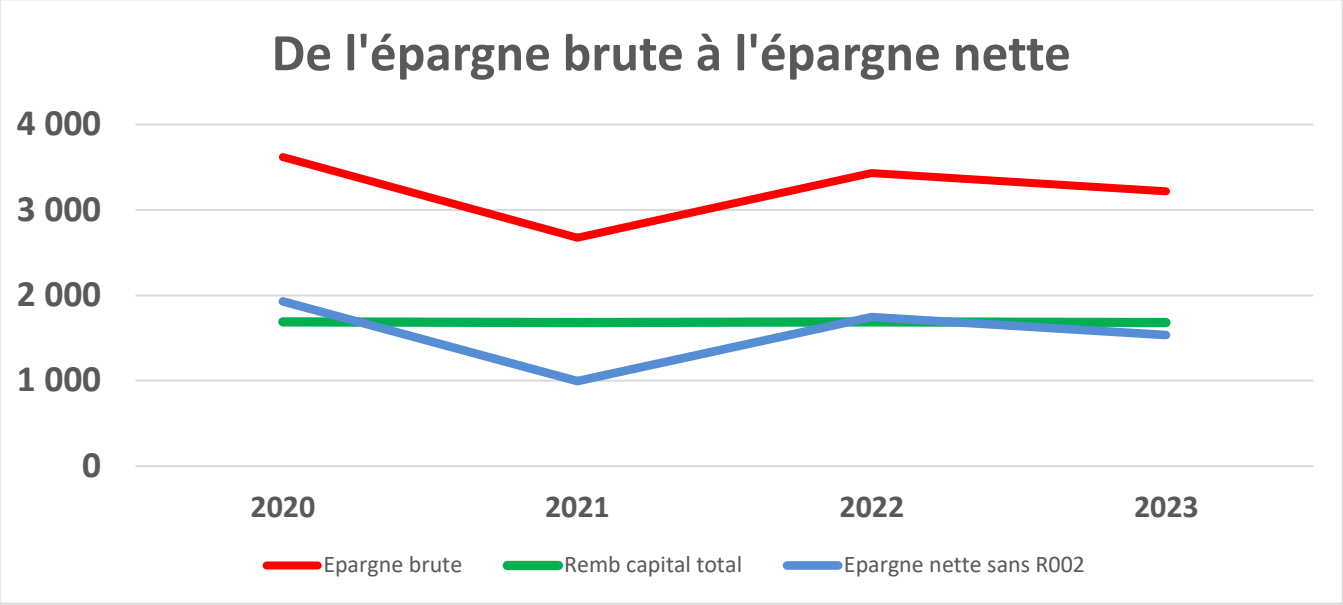
RECETTES d'INVESTISSEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
FCTVA	583	600	1 230	984	16,40%
Taxe urbanisme	286	300	300	300	0,00%
Subventions	1 280	1 130	1 200	1 000	20,00%
Autres recettes	0	0	0	0	
Produit cesssions immobilières		935			
Recettes diverses	0	0			
TOTAL des RECETTES d'INVESTISSEMENT	**2 149**	**2 965**	**2 730**	**2 284**	
Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) ou R001	**0**	**1 605**	**0**		
TOTAL RECETTES INV avec Excédent capitalisé	**2 149**	**4 570**	**2 730**	**2 284**	

DEPENSES d'INVESTISSEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
Immobilisations	**8 915**	**7 500**	**6 000**	**5 000**	
dont inv courant+ régie		**7 500**	**6 000**	**5 000**	18 500
Autres dép d'inv	60	60	60	60	
Déficit d'investissement reporté (001)		0			
TOTAL des DEPENSES d'INVESTISSEMENT	**8 975**	**7 560**	**6 060**	**5 060**	

hors capital de dette

FINANCEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
Besoin de financement	**6 826**	**2 990**	**3 330**	**2 776**	
Besoin théorique (BF-epargne nette) **EMPRUNTS NESSAIRES**	**1 145**	**1 993**	**1 586**	**1 240**	
Emprunts fixés dans le modèle		***2 000***	***1 586***	***1 240***	4 826

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE



Résultats sur la période 2021 -2023

- L'épargne nette tend en 2023 vers 1.500 K€
- Le remboursement du capital de la dette est proche de 1 700 K€ tous les ans
- Le Recours à l'emprunt est de 4 826 K€ au total

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Scénario 2 : Hypothèse plus optimiste

- Chapitre 011 : base de départ en 2021 : 5 250 K€ en 2021 puis 5 500 K€ en 2021 qui évoluent de 1.2 % par an
- Chapitre 012 : les frais de personnel sont de 14 200 K€ en 2021 avec une hausse de 0.5 % par an
- Hausse des frais financiers du fait du recours à l'emprunt
- Les atténuations de produits évoluent de 1 % par an

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 020	2 021	2 022	2 023	
. DGF	3 620	3 479	3 479	3 479	0,0% à partir de :
. recettes fiscales	20 798	20 819	21 414	21 469	0,00%
dont autres recettes fiscales	*379*	*180*	*180*	*216*	*0,50%*
dont Attribution compensation	*4 828*	*4 828*	*4 828*	*4 828*	
dont Dotation de solidarité communautaire	*129*	*100*	*50*	*0*	
dont Prélèvement produits des jeux	*918*	*900*	*1 477*	*1 477*	
dont Droits de mutation	*1 627*	*1 830*	*1 830*	*1 830*	
dont Contributions des 3 taxes	*12 917*	12 981	13 049	13 118	
. recettes domaniales & exploitation	1 578	2 029	2 600	2 631	1,20%
. atténuations de charge					
. autres recettes de fonctionnement (75+76+77)	1 060	859	880	902	2,50%
. dont produit des cessions d'immobilisation	0	0	0	0	
TOTAL RECETTES FONCTT (b)	**27 056**	**27 186**	**28 373**	**28 482**	
Excédent de fonctionnement reporté (R002)	**3 455**	**0**	**0**	**0**	
TOTAL RECETTES FONCT (b) avec Excédent reporté	**30 511**	**27 186**	**28 373**	**28 482**	

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 020	2 021	2 022	2 023	
. charges à caractère général	4 588	5 250	5 400	5 465	1,20%
. frais de personnel	13 991	14 200	14 271	14 342	0,50%
. charges de gestion courantes	1 723	1 981	2 001	2 021	1,00%
dont subventions	*760*	*760*	*771*	*783*	*1,50%*
. Intérêts versés emprunts antérieurs à 2020	474	500	429	384	
. intérêts versés nouveaux emprunts		0	20	31	
. autres dépenses de fonctionnement (TFSE)	10	28	29	29	2,00%
. Atténuation de produits	2 651	2 500	2 525	2 550	1,00%
TOTAL DEPENSES REELLES FONCTT (c)	**23 437**	**24 459**	**24 674**	**24 823**	

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

Epargne brute	**3 619**	**2 727**	**3 699**	**3 659**
Capital avant 2020	**1 688**	1 680	1 497	1 390
Capital Nouveau		0	191	275
Remb capital total	**1 688**	**1 680**	**1 688**	**1 665**
Epargne nette sans R002	**1 931**	**1 047**	**2 011**	**1 994**
Epargne nette avec R002	**5 386**	**1 047**	**2 011**	**1 994**

Capital avant 2020	1 688	1 680	1 497	1 390
Capital Nouveau		0	191	275
Remb capital total	**1 688**	**1 680**	**1 688**	**1 665**

Annuités avant 2020	2 162	2 180	1 926	1 774
Annuités après 2020	0	0	211	306
Annuités TOTALES	**2 162**	**2 180**	**2 137**	**2 080**

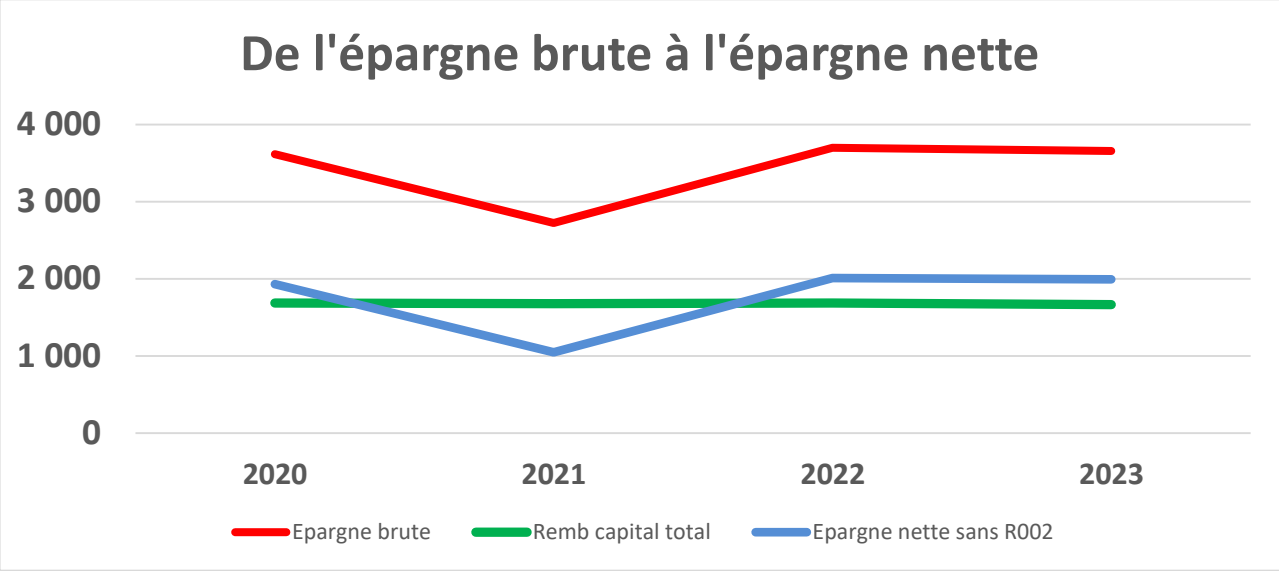
RECETTES d'INVESTISSEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
FCTVA	583	600	1 230	984	16,40%
Taxe urbanisme	286	300	300	300	0,00%
Subventions	1 280	1 130	1 200	1 000	20,00%
Autres recettes	0	0	0	0	
Produit cesssions immobilières		935			
Recettes diverses	0	0			
TOTAL des RECETTES d'INVESTISSEMENT	**2 149**	**2 965**	**2 730**	**2 284**	
Excédent de fonctionnement capitalisé (1068) ou R001	**0**	**1 605**	**0**		
TOTAL RECETTES INV avec Excédent capitalisé	**2 149**	**4 570**	**2 730**	**2 284**	

DEPENSES d'INVESTISSEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
Immobilisations	**8 915**	**7 500**	**6 000**	**5 000**	
dont inv courant+ régie		**7 500**	**6 000**	**5 000**	18 500
Autres dép d'inv	60	60	60	60	
Déficit d'investissement reporté (001)		0			
TOTAL des DEPENSES d'INVESTISSEMENT	**8 975**	**7 560**	**6 060**	**5 060**	

hors capital de dette

FINANCEMENT	**2 020**	**2 021**	**2 022**	**2 023**	
Besoin de financement	**6 826**	**2 990**	**3 330**	**2 776**	
Besoin théorique (BF-epargne nette) **EMPRUNTS NESSAIRES**	**1 145**	**1 943**	**1 319**	**782**	
Emprunts fixés dans le modèle		***2 000***	***1 319***	***782***	4 101

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE



Résultats sur la période 2021 -2023

- L'épargne nette tend en 2023 vers 2 000 K€
- Le remboursement du capital de la dette est proche de 1 680 K€ tous les ans
- Le Recours à l'emprunt est de 4 101 € au total

PS : Attention, ce sont des éléments de simulation budgétaires qui donnent une simple visibilité et qui n'engagent pas la collectivité sur le long terme. Ils devront être remis à jour régulièrement

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

5– LES BUDGETS ANNEXES

➢ 1 - Budget annexe de l'eau

BUDGET EAU (hors restes à réaliser) en K€	2016	2017	2018	2019	2020 (pré-CA)
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Recettes					
Recettes réelles de fonctionnement	479	464	427	249	1 599
Excédent antérieur reporté	1 762	1 598	1 404	1 184	748
Total recettes de fonctionnement	**2 241**	**2 062**	**1 831**	**1 433**	**2 347**
Dépenses					
Dépense réelles de fonctionnement	428	437	417	454	758
Dépenses d'ordre	215	221	229	231	226
Total dépenses de fonctionnement	**643**	**658**	**646**	**685**	**984**
SECTION INVESTISSEMENT					
Recettes					
Recettes réelles d'investissement	136	140	139	22	10
Recettes d'ordre	214	278	229	231	226
Excédent antérieur reporté ou affecté	639	513	382	263	439
Total recettes d'investissement	**989**	**931**	**750**	**516**	**675**
Dépenses					
Dépenses réelles d'investissement	476	493	487	78	87
Dépenses d'ordre		57			
Total dépenses d'investissement	**476**	**550**	**487**	**78**	**87**
SOLDES FINANCIERS					
Epargne brute	51	27	10	-205	841
Epargne nette	51	27	10	-205	841
Résultat de l'exercice	2 111	1 785	1 448	1 186	1 951

Le budget de l'eau conserve une situation financière confortable, sans recours à l'emprunt depuis 2017, en raison des excédents reportés de l'exercice antérieur.

L'exercice 2020 dégagerait, hors restes à réaliser, un excédent global de 1 951 K€. Ce résultat, plus élevé que les années passées, s'explique en grande partie par le non-rattachement de certaines recettes en 2019, alors enregistrées en 2020.

La délégation de service public est attribuée à la SAUR depuis le 1er janvier 2020. Les termes de celles-ci diffèrent de la précédente dans les modalités d'achats de l'eau et de l'encaissement des recettes. Cela explique les grandes variations des masses budgétaires entre 2019 et 2020, tant au niveau des dépenses et des recettes.

Perspectives pour 2021 :

- des reports d'excédents encore conséquents viendront abonder le budget (1 363 K€ en fonctionnement, 588 K€ en investissement).

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

➢ 2 - Budget annexe de l'assainissement

BUDGET ASSAINISSEMENT (hors restes à réaliser) en K€	2016	2017	2018	2019	2020 (pré-CA)
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Recettes					
Recettes réelles de fonctionnement	1 003	1 014	976	659	2 034
Recettes d'ordre	106	106	104	104	104
Excédent antérieur reporté			0	0	0
Total recettes de fonctionnement	**1 109**	**1 120**	**1 080**	**763**	**2 138**
Dépenses					
Dépense réelles de fonctionnement	306	292	276	266	257
Dépenses d'ordre	632	645	693	704	704
Déficit antérieur reporté	96		0	0	206
Total dépenses de fonctionnement	**1 034**	**937**	**969**	**970**	**1 167**
SECTION INVESTISSEMENT					
Recettes					
Recettes réelles d'investissement	796	348	352	1 341	217
Recettes d'ordre	632	645	709	704	704
Excédent antérieur reporté ou affecté	285	178	0	0	0
Total recettes d'investissement	**1 713**	**1 171**	**1 061**	**2 045**	**921**
Dépenses					
Dépenses réelles d'investissement [(1)]	1 504	1 789	1 222	1 109	1 725
Dépenses d'ordre	106	106	119	104	104
Déficit antérieur reporté ou affecté	0	0	724	1 004	173
Total dépenses d'investissement	**1 610**	**1 895**	**2 065**	**2 217**	**2 002**
SOLDES FINANCIERS					
Epargne brute	697	722	700	393	1 777
Epargne nette	153	140	101	-224	1 095
Résultat de l'exercice	178	-541	-893	-379	-110

[(1)] Dont remboursement capital dette — *544* | *582* | *599* | *617* | *682*

La délégation de service public a été renouvelée auprès de VEOLIA à compter du 1er janvier 2020.

L'épargne 2020 particulièrement élevée s'explique par la constatation, sur l'exercice, d'opérations de recettes omises en 2019. Les résultats très excédentaires sur la section fonctionnement (+ 970 K€) viendront compenser une grande partie du déficit de la section investissement (- 1081 K€).

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

➢ 3 - Budget annexe du port

BUDGET PORT (hors restes à réaliser) en K€	2016	2017	2018	2019	2020 (pré-CA)
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Recettes					
Recettes réelles de fonctionnement	730	744	800	760	716
Recettes d'ordre			0	0	0
Excédent antérieur reporté			58	69	193
Total recettes de fonctionnement	**730**	**744**	**858**	**829**	**909**
Dépenses					
Dépense réelles de fonctionnement	554	509	588	508	475
Dépenses d'ordre	70	70	111	128	131
Déficit antérieur reporté			0	0	0
Total dépenses de fonctionnement	**624**	**579**	**699**	**636**	**606**
SECTION INVESTISSEMENT					
Recettes					
Recettes réelles d'investissement			107	88	0
Recettes d'ordre	70	70	111	128	131
Excédent antérieur reporté ou affecté	19	106	51	0	0
Total recettes d'investissement	**89**	**176**	**269**	**216**	**131**
Dépenses					
Dépenses réelles d'investissement [(1)]	77	119	314	177	381
Dépenses d'ordre			0	0	0
Déficit antérieur reporté ou affecté	18	6	0	44	5
Total dépenses d'investissement	**95**	**125**	**314**	**221**	**386**
SOLDES FINANCIERS					
Epargne brute	176	235	212	252	241
Epargne nette	108	166	142	181	169
Résultat de l'exercice	100	216	114	188	48

[(1)] Dont remboursement capital dette — *68* — *69* — *70* — *71* — *72*

En intégrant les restes à réaliser, le budget du port est déficitaire, en 2020, de 86 K€, contre 192 en 2019. Les dépenses d'investissement comportent en effet le paiement des situations de la nouvelle capitainerie (266 K€).

<u>Perspectives pour 2021 :</u>
- Mouillages 2ème tranche (70 000 €)

Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Reçu en préfecture le 11/03/2021
Affiché le
ID : 035-213500937-20210306-DEL_2021_013-DE

➢ 4 - Budget annexe du DFF

BUDGET DFF (hors restes à réaliser) en K€	2016	2017	2018	2019	2020 (pré-CA)
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Recettes					
Recettes réélles de fonctionnement	611	558	657	631	189
Recettes d'ordre			0	0	0
Excédent antérieur reporté			0	1	0
Total recettes de fonctionnement	**611**	**558**	**657**	**632**	**189**
Dépenses					
Dépense réélles de fonctionnement	602	563	607	640	174
Dépenses d'ordre			0	0	0
Déficit antérieur reporté	53	44	49	0	8
Total dépenses de fonctionnement	**655**	**607**	**656**	**640**	**182**
SOLDES FINANCIERS					
Epargne brute	9	-5	50	-9	15
Résultat de l'exercice	-44	-49	1	-8	7

Le budget du Festival ne peut parvenir à l'équilibre que par la subvention de la commune, ses recettes provenant exclusivement de la billetterie, des sponsors, des subventions de la Région et du Département.

En 2020, la subvention de la commune, figurant au BP pour 180 000 €, a été diminuée de 63 321 € dès la DM1, suite à l'annulation de l'évènement en raison de la crise sanitaire. La subvention ainsi versée, cumulée aux participations en grande partie maintenues par les partenaires, permettent de présenter un résultat légèrement excédentaire pour 2020.

Perspectives pour 2021 :

Les grands axes pour 2021 :

- Un festival numérique sera mis en place, ce qui permettra d'obtenir de nouvelles recettes de billetterie en ligne
- Une optimisation des dépenses
- Des recherches de partenariat nouveau même si le contexte sanitaire n'est pas facilitateur
- Des réflexions en cours sur l'organisation